

Rapport d'activités SNUDI FO 53 - 2015-2017

Année scolaire 2015-2016

13 réunions du bureau départemental

3 RIS (Mayenne, Laval, Craon)

Visites d'école régulières

Visite à l'ESPE (affichage et prise de contact avec les stagiaires)

Informations régulière sur le projet PPCR (RIS et publications)

Intervention du syndicat à propos des conseils école collègue. La DASEN est obligée de reconnaître qu'il ne s'agit que d'une invitation à ces réunions.

Publication d'un journal papier (La Communale – 2 premiers numéros) envoyé à chaque adhérent et dans chaque école.

Intersyndicale AESH-AVS. Une 40aine de personnes présentes au rassemblement devant l'IA. Obtention d'un listing complet de ces personnels pour prise de contact. Edition d'un flyer à leur attention.

Sectorisation ville de Mayenne : Communiqué de presse et distribution de tracts dans les écoles.
Carte scolaire : Suivi des dossiers confiés.
Interventions en CTSD et CDEN. Audience en mairie le 2/06/2016.

Nouvelles ORS : informations auprès des collègues.

SEGPA : nouveaux textes étudiés. Informations auprès des collègues concernés.

Mise à jour des statuts du syndicat.

26 janvier : Grève fonction publique. Nous regrettons que l'appel n'ait pas été unanime chez les organisations syndicales enseignantes, et conforme à l'appel intersyndical « fonction publique ».

Compensation de la décharge syndicale du secrétaire départemental : intervention auprès du DASEN, du recteur, du ministère. Nous n'obtenons pas satisfaction.

Réunions CEC, directeurs, PPMS... Nous avons rappelé au DASEN que nous étions très attachés aux formes et que nous tenions, à voir figurer très clairement sur les courriers qu'il s'agissait d'un ordre de mission, qu'il s'agissait d'une réunion institutionnelle. S'il s'agit d'un ordre de mission, il doit pouvoir être déqualifié de nos obligations réglementaires de service et faire l'objet de l'indemnisation du déplacement. Nous obtenons satisfaction.

Défense des dossiers individuels : audience DASEN, IEN pour porter les dossiers.

Loi travail : nous étions à l'initiative pour proposer aux autres organisations d'informer les collègues enseignants. Présence du SNUDI-FO 53 dans toutes les manifestations y compris à Paris.

Avis présentés en CHSCT par FO :

-PPMS les autres organisations ont refusé de voter

-Utilisation des locaux scolaires sur temps périscolaires (voté à l'unanimité)

-Magistere (voté à l'unanimité)

Utilisation des locaux scolaires sur temps périscolaires sur la ville de Laval. Réalisation d'une enquête exhaustive. Audience en mairie de Laval le 4/07/16. Visite de toutes les écoles de la ville à ce propos. Nous obtenons l'appui du DASEN via notamment le CHSCT.

Information auprès des collègues remplaçants souhaitant exercer à temps partiel.

Audience du SNUDI-FO chez le DASEN : Engagement d'être plus clair dans les ordres de mission. Protection fonctionnelle, agressions d'enseignants et les parents soutenus par les IEN. Le DASEN s'engage à « remettre de l'ordre ». 1607h : contre-vérité juridique, organisation de « servitude » (du temps de travail)

Violences des élèves, des parents envers les enseignants : intervention du SNUDI-FO en CHSCT, informations auprès des collègues, recensement des situations ; intervention auprès des IEN concernés. Diffusion d'une enquête auprès des collègues.

Formation syndicale à Montreuil sur la protection fonctionnelle (Stève Gaudin, Hélène Colnot) sur le CHSCT (Stève Gaudin)

AG des syndiqués le 8 juin 2016.

Nouveau site internet, Diffusion aux écoles et adhérents de 57 CommunalEmail

Syndicalisation : passage de 15 à 30 syndiqués.

Année scolaire 2016-2017

12 réunions du bureau départemental

10 RIS organisées (Mayenne, Laval, Craon, Ernée, Pré en Pail, Château Gontier...)

Avis présentés en CHSCT par FO :

-Collège F.Puech les autres organisations ont refusé de voter

-LSUN (voté avec SUD)

Visites d'école régulières : nous sommes passés dans tout le département sauf le secteur de Montsûrs.

Visites à l'ESPE plus régulières (affichage et prise de contact avec les stagiaires)

Publication d'un Memento de rentrée pour les adhérents

Audience DASEN le 1^{er} février : sur l'évaluation des enseignants et PPCR, et sur les revendications liées à la carte scolaire.

Carte scolaire : défense des dossiers confiés / Situation particulière à Craon. Le SNUDI a réuni tous les collègues de la ville, a déposé un préavis de grève pour défendre les postes. Si nous obtenons le maintien de deux classes à Matisse Maternelle, le DASEN ferme une classe à Satie. Le 9 février toutes les écoles de Craon sont fermées et tous les enseignants sont en grève à l'appel du SNUDI-FO.

Congrès national du SNUDI-FO à Gravelines, Stève Gaudin est élu membre du bureau national.

Publication de 3 numéros de la Communale (Papier)

Défense des dossiers individuels des adhérents accompagnés parfois en audience.

Compensation Stève Gaudin: la ministre donne appui au DASEN. ; courrier des collègues sans réponse : nous intervenons et le DASEN répond par courrier.

Ville de Mayenne ; rapport d'entrevue du SNUDI avec la mairie.

Raynal : réunion de rentrée-PPMS : intervention du SNUDI-FO

PPCR : rendez-vous de carrière et évaluation des enseignants / informations auprès des collègues

Interventions auprès du DASEN inclusion scolaire. Sur une situation nous obtenons le rappel à la loi d'une famille par l'institution et le déplacement d'un élève violent.

Dossier médecine de prévention : le SNUDI-FO mène campagne pour l'obtention de la médecine de prévention. Il reçoit copie de 120 demandes de visite médicale. Le DASEN interpellé en CHSCT par FO refuse de donner suite. 52 collègues déposent un recours au TA de Nantes et le SNUDI-FO dépose une requête en reconnaissance de droit individuel. Le dossier est toujours en cours.

Rythmes scolaires : publication du décret Blanquer fin juin. Le SNUDI-FO écrit au DASEN pour dénoncer la manière dont sont informées les écoles de la modification de la semaine scolaire. Celles-ci apprennent en effet par la mairie cette modification. Le DASEN suite à notre courrier informera ensuite les écoles. Le SNUDI FO prend position pour un cadre national de l'organisation de la semaine scolaire 4 jours pour tous sur 36 semaines. Lancement d'une pétition/prise de position.

Site Internet mis à jour

Nouvelle CommunalEmail ; envoi de 50 CommunalEmails aux adhérents et aux écoles.

Syndicalisation : passage de 30 à 50 syndiqués.

